



Monsieur Fernand Etgen
Président de la
Chambre des Député-e-s
Luxembourg

Luxembourg, le 24 mars 2021

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément à notre règlement interne, je me permets de poser une question parlementaire à Monsieur le **Ministre du Logement** au sujet des **demandes d'aides individuelles au logement**.

Dans le contexte de la pandémie du COVID-19, la loi du 25 février 2021 portant modification de la loi modifiée du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise accorde aux personnes physiques un délai supplémentaire jusqu'au 30 juin 2021 pour déposer certaines déclarations d'impôt de l'année 2020.

Néanmoins, il a été porté à notre connaissance que le Service des aides au logement du Ministère du Logement demande aux bénéficiaires d'aides au logement les décomptes fiscaux notamment de l'année 2020 (voire même notifie des rappels de remise de ces documents).

Or, considérant que le législateur autorise le dépôt de la déclaration d'impôt jusqu'à fin juin 2021, il paraît que de telles demandes de documents vont à l'encontre de la prédite loi du 25 février 2021.

Les personnes concernées sont à l'heure actuelle, le cas échéant, dans l'impossible de donner une suite à la demande du Service des aides au logement du fait qu'ils n'ont pas encore déposé leur déclaration d'impôt vu les délais accordés en la matière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes :

1. **Monsieur le Ministre est-il au courant des demandes de documents et rappels émis par le Service des aides au logement ?**
2. **Monsieur le Ministre estime-t-il intervenir dans la mesure d'accorder les mêmes délais au niveau du traitement des demandes d'aides au logement que ceux accordés par la loi du 25 février 2021 précitée ?**
3. **Le cas échéant, est-ce que des mesures supplémentaires ont été mises en place au Service des aides au logement suite à l'entrée en vigueur de la prédite loi du 25 février 2021 ?**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.



Semiray Ahmedova
Députée



REÇU

Par Christine Wirtgen, 09:36, 29/03/2021

Monsieur Marc HANSEN
Ministre aux Relations avec le Parlement
Service Central de Législation
5, rue Plaetis

L-2338 Luxembourg

Luxembourg, le 29 MARS 2021

Dossier suivi par:
Stéphane Andreolli
☎ 247-84812
✉ qp@ml.etat.lu

Ntr.réf.: 2021/QP3920/Ahmedova/RépMin/sa

Concerne: Question parlementaire n°3920 du 24 mars 2021 posée par l'Honorable Députée Semiray AHMEDOVA concernant les demandes d'aides individuelles au logement.


Monsieur le Ministre,

En réponse au courrier électronique du 24 mars 2021 en relation avec l'objet sous rubrique, j'ai l'honneur de vous transmettre en annexe à la présente la réponse du Ministre du Logement à ladite question parlementaire.

Je vous saurais gré de bien vouloir la transmettre au Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Ministre du Logement


Mike MATHIAS
Premier Conseiller de Gouvernement

Réponse du Ministre du Logement à la question parlementaire n°3920 du 24 mars 2021 de Madame la Députée Semiray AHMEDOVA au sujet des demandes d'aides individuelles au logement.

L'honorable députée Semiray Ahmedova soulève à juste titre un problème résultant du délai supplémentaire accordé aux contribuables pour la remise de leur déclaration d'impôts lorsque ces contribuables sont en même temps bénéficiaires ou demandeurs d'aides individuelles d'accès au logement.

Dans ce contexte, je me permets de rappeler en premier lieu que ces **aides individuelles au logement sont fixées de manière générale en fonction du revenu imposable des demandeurs**, au sens de l'article 7 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu¹. En outre, la réglementation en matière d'aides individuelles au logement prévoit que les dossiers – par exemple de la subvention d'intérêt – sont soumis à une révision tous les 2 ans lors de laquelle il est vérifié si les bénéficiaires d'aides respectent toujours les conditions d'octroi pour pouvoir continuer à en bénéficier.

Ainsi, le Service des aides au logement nécessite notamment les pièces renseignant sur le revenu des bénéficiaires, dont aussi un certificat émis par l'Administration des contributions directes attestant le revenu imposable. Dès lors, malgré la situation particulière due au Covid19, **les pièces en question sont ainsi indispensables** pour déterminer, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, le droit aux aides respectivement leur montant.

Le Service des aides au logement se voit dès lors obligé d'informer les bénéficiaires – dont le dossier est suspendu jusqu'à finalisation de la révision – des documents à fournir pour déterminer si la continuation des aides peut être accordée.

Je tiens toutefois à informer l'honorable députée que suite à l'entrée en vigueur de la loi du 25 février 2021 portant modification de la loi modifiée du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise, instruction a été donnée aux agents du Service de suspendre les derniers rappels de pièces relatifs aux certificats d'impositions émis par l'Administration des contributions directes (respectivement rappel de ces pièces) jusqu'au 30 juin au moins. Bien qu'un premier rappel ait été notifié aux bénéficiaires concernés, **les dossiers respectifs ne seront pas refusés pour cause d'absence dudit certificat**.

Quant à la troisième question de l'honorable députée, il importe de noter que la Chambre des députés a approuvé à l'unanimité, lors de sa séance publique du 11 mars 2021, le projet de loi numéro 7639 modifiant la loi du 23 décembre 2016 concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement.

Ce projet de loi facilitera – et ceci non seulement dans le contexte de la pandémie du Covid-19 – les démarches administratives à effectuer par les bénéficiaires d'aides individuelles au logement dans la mesure qu'il sera désormais possible d'échanger certaines informations entre administrations, notamment entre l'Administration des contributions directes et le Service des aides au logement.

Ainsi, les informations nécessaires dans ce contexte et disponibles auprès de l'Administration des contributions directes devraient pouvoir être échangées avec le Ministère du Logement pour chaque dossier dans lequel le demandeur a expressément marqué son accord - par une déclaration spéciale - pour que le gestionnaire du dossier puisse accéder aux données à caractère personnel limitativement énumérées dans la loi, afin de décharger le demandeur de devoir se déplacer auprès de plusieurs administrations publiques pour obtenir certains renseignements et documents légalement requis par la législation, et ainsi réaliser une simplification administrative, qui est dans l'intérêt de toutes les parties concernées.

¹ Article 3 du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.